

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES**

**ACCORD-CADRE DE FOURNITURES COURANTES ET DE SERVICES**

Affaire n° 2026-A027












---

**Entretien du patrimoine arboré et gestion des  
nuisibles extérieurs au sein de l'Université Paris-  
Saclay**

---

**Université Paris-Saclay**  
Bâtiment Breguet  
9 Rue Joliot Curie  
91190 Gif-sur-Yvette

## L'ESSENTIEL DU CONTRAT

	<b>Objet</b>	Entretien du patrimoine arboré et gestion des nuisibles extérieurs au sein de l'Université Paris-Saclay
	<b>Type de contrat</b>	Accord-cadre
	<b>Nombre de lots</b>	2
	<b>Tranches optionnelles</b>	Sans tranches optionnelles
	<b>Clauses sociales</b>	Sans
	<b>Clauses environnementales</b>	Avec
	<b>Durée / Délai</b>	Défini par lot
	<b>Reconduction</b>	
	<b>Prix</b>	Prix unitaires
	<b>Variation des prix</b>	Avec
	<b>Avance</b>	Avec

## SOMMAIRE

1 - Dispositions générales du contrat .....	4
1.1 - Objet du contrat .....	4
1.2 - Décomposition du contrat .....	4
1.3 - Type d'accord-cadre .....	4
1.4 - Conditions d'attribution des bons de commande .....	5
2 - Pièces contractuelles .....	5
3 - Intervenants .....	5
3.1 - Sous-traitance .....	5
4 - Confidentialité et mesures de sécurité .....	5
5 - Protection des données à caractère personnel .....	6
6 - Durée et délais d'exécution .....	6
6.1 - Durée globale prévisionnelle des prestations .....	6
6.2 - Durée du contrat .....	6
7 - Prix .....	6
7.1 - Caractéristiques des prix pratiqués .....	6
7.2 - Modalités de variation des prix .....	6
8 - Garanties Financières .....	7
9 - Avance .....	8
9.1 - Conditions de versement et de remboursement .....	8
9.2 - Garanties financières de l'avance .....	8
10 - Modalités de règlement des comptes .....	8
10.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs .....	8
10.2 - Présentation des demandes de paiement .....	8
10.3 - Délai global de paiement .....	9
10.4 - Paiement des cotraitants .....	9
10.5 - Paiement des sous-traitants .....	9
11 - Conditions d'exécution des prestations .....	9
12 - Développement durable .....	10
13.1 - Vérifications .....	11
13.2 - Décision après vérification .....	11
14 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle .....	11
15 - Pénalités .....	11
15.1 - Pénalités de retard .....	11
15.2 - Autres pénalités spécifiques .....	11
16- Assurances .....	12
17 - Résiliation du contrat .....	12
17.1 - Conditions de résiliation de l'accord-cadre .....	12
17.2 - Redressement ou liquidation judiciaire .....	12
18 - Règlement des litiges et langues .....	13
19 - Clauses complémentaires .....	13
21.1 - Dispositif de vigilance (Article D 8222-5 du code du travail) .....	13
20 - Dérogations .....	13

# 1 - Dispositions générales du contrat

## 1.1 - Objet du contrat

Les stipulations du présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) concernent :  
L'entretien du patrimoine arboré et la gestion des nuisibles extérieurs au sein de l'Université Paris-Saclay.

La gestion des nuisibles s'entend, la lutte contre les ravageurs en milieu extérieur.

Les prestations comprennent notamment :

- le débroussaillage,
- l'abattage (direct ou démontage),
- le démontage avec rétention,
- la taille / l'élagage (formation, sanitaire, cohabitation, entretien),
- l'haubanage,
- l'essouchage / le rognage des arbres.
- l'exportation des rémanents,
- l'utilisation de matériels spécifiques (nacelles, grue, broyeur, etc.).

Ainsi que les prestations de lutte contre les nuisibles à savoir :

- le Diagnostic phytosanitaire
- la lutte contre chenilles processionnaires (pin et chêne)
- la lutte contre la pyrale du buis
- la lutte contre le frelon asiatique
- la lutte contre nids de guêpes et frelon européen

Cet accord-cadre fixe toutes les conditions d'exécution des prestations, il est exécuté au fur et à mesure de l'émission de bons de commande émis par le pouvoir adjudicateur.

Lieu(x) d'exécution :

Divers sites de l'Université Paris-Saclay :

- Site d'Orsay, de Bures-sur-Yvette et de Gif-sur-Yvette (Essonne 91) hors parcelles définies au CCTP
- UFR de Médecine au Kremlin-Bicêtre et de Villejuif ainsi que ses annexes (Val de Marne 94)
- UFR Jean Monnet à Sceaux ainsi que ses annexes à Orsay et à Fontenay-aux-Roses (Hauts de Seine 92)
- IUT de Sceaux (Hauts de Seine 92) et IUT Cachan 94

## 1.2 - Décomposition du contrat

Les prestations sont réparties en 2 Lot(s) :

Lot(s)	Désignation
01	Entretien du patrimoine arboré de l'Université Paris-Saclay
02	Lutte contre les ravageurs en milieu extérieur au sein de l'Université Paris-Saclay

Chaque lot fait l'objet d'un accord-cadre attribué à un seul opérateur économique.

## 1.3 - Type d'accord-cadre

L'accord-cadre avec maximum est passé en application des articles L2125-1 1°, R. 2162-1 à R. 2162-6, R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la commande publique. Il donnera lieu à l'émission de bons de commande.

Lot 1 : Montant maximum 700 000 € HT

Lot 2 : Montant maximum 300 000 € HT

## 1.4 - Conditions d'attribution des bons de commande

Les bons de commande seront notifiés par le pouvoir adjudicateur.

Les mentions devant figurer sur chaque bon de commande sont les suivantes :

- le nom ou la raison sociale du titulaire.
- la date et le numéro du marché ;
- la date et le numéro du bon de commande ;
- la nature et la description des prestations à réaliser ;
- les délais de livraison (date de début et de fin) ;
- les lieux de livraison des prestations ;
- le montant du bon de commande ;
- les délais laissés le cas échéant aux titulaires pour formuler leurs observations.

La durée maximale d'exécution des bons de commande est fixée à chaque bon de commande.

Seuls ceux signés par le représentant du pouvoir adjudicateur peuvent être honorés par le ou les titulaires.

## 2 - Pièces contractuelles

Les pièces contractuelles sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes financières
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP)
- Le bordereau des prix unitaires (BPU)
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes
- L'offre technique du titulaire
- CCAG FCS
- Le mémoire justificatif des dispositions prévues par le titulaire pour l'exécution du contrat

## 3 - Intervenants

### 3.1 - Sous-traitance

Les pièces à fournir sont :

Déclaration préalable du sous-traitant auprès de l'acheteur (formulaire DC4 complété et signé par le titulaire du marché et le sous-traitant)+fournir pour le sous-traitant-attestation d'assurance RC sur l'année civile en cours- Attestation sociale datant de moins de 6 mois - Attestation fiscale datant de moins d'un an -KBIS de moins de 3 mois- La liste nominative des salariés étrangers ou une attestation sur l'honneur certifiant du non -emploi de salariés étrangers -RIB /IBAN -l'acheteur a 21 jours pour agréer le sous-traitant.

## 4 - Confidentialité et mesures de sécurité

Le présent contrat comporte une obligation de confidentialité telle que prévue à l'article 5.1 du CCAG-FCS.

Les prestations sont soumises à des mesures de sécurité conformément à l'article 5.3 du CCAG-FCS.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et/ou des mesures de sécurité.

## 5 - Protection des données à caractère personnel

Les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement des données à caractère personnel et, en particulier, la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée et le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel (RGPD).

Pour l'application de ces dispositions, il est rappelé que, dans le cadre de leurs relations contractuelles, le pouvoir adjudicateur a la qualité de "responsable du traitement", et le titulaire celle de "sous-traitant" du responsable du traitement.

Le titulaire pourra donc, en cas de manquement à ses obligations en matière de protection des données, voir sa responsabilité engagée dans les conditions et limites propres à cette qualité.

## 6 - Durée et délais d'exécution

### 6.1 - Durée globale prévisionnelle des prestations

La date prévisionnelle de début des prestations est le 22/10/2026.

La date prévisionnelle d'achèvement des prestations est le 21/10/2030.

### 6.2 - Durée du contrat

L'accord-cadre est conclu pour une durée de 4 ans.

L'accord-cadre est conclu à compter de la date de notification du contrat.

Les délais d'exécution ou de livraison des prestations sont fixés à chaque bon de commande conformément aux stipulations des pièces de l'accord-cadre.

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par le pouvoir adjudicateur dans les conditions de l'article 13.3 du CCAG-FCS.

## 7 - Prix

### 7.1 - Caractéristiques des prix pratiqués

Les prestations sont réglées par des prix unitaires selon les stipulations de l'acte d'engagement.

Les prix prennent en compte toutes les sujétions et charges supportées par le titulaire pour l'exécution des prestations. Notamment, ces prix prennent en compte les fournitures, protections, matériels, études, repérages, démarches administratives, déplacements et manutentions.

Le titulaire fournit donc comme étant prévu dans ses prix, sans explication, ni réserve, toutes les prestations de sa profession nécessaires et indispensables à la bonne exécution de l'accord cadre, selon les règles de l'art, les normes, décrets, et textes en vigueur.

### 7.2 - Modalités de variation des prix

Les prix de l'accord-cadre sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de 07/2026 ; ce mois est appelé " mois zéro ".

Les prix sont révisés annuellement par application aux prix du contrat d'un coefficient  $C_n$  donné par les formules suivantes :

Lot(s)	Formules	Prix concernés
01	$C_n = 15.0\% + 85.0\% (EV4 (n) / EV4 (o))$	
02	$C_n = 15.0\% + 85.0\% (EV4 (n) / EV4 (o))$	

C<sub>n</sub> : Prix révisé

- o : Prix aux conditions économiques du mois zéro
- EV4o: Valeur EV4 connue au moment de l'établissement des prix c'est à dire au mois zéro
- EV4n: Dernier indice connu au jour de la révision.

EV4 : Indice des travaux d'entretien d'espaces verts publié sur le site du Moniteur des Travaux Publics (base 2010)

Les index de référence, publié(s) au Moniteur des Travaux Publics ou par l'INSEE, sont les suivants :

Lot(s)	Code	Libellé
01	EV4	Index divers dans la construction - Travaux d'entretien d'espaces verts - Base 2010
02	EV4	Index divers dans la construction - Travaux d'entretien d'espaces verts - Base 2010

#### Modalités de révision :

Le titulaire adressera à la personne publique une demande de révision accompagnée d'un nouveau bordereau des prix unitaires pour chacun des lots, mis à jour sous forme d'un courrier explicatif de leur évolution et des justificatifs éventuels. Le titulaire s'engage à notifier à la personne publique ses nouveaux tarifs un mois avant la date d'anniversaire de notification du marché.

En cas de non-respect de ces délais et/ou d'absence d'un nouveau bordereau des prix unitaires, aucune révision de prix ne sera appliquée pour la période concernée.

Le mois " n " retenu pour le calcul de chaque révision périodique est le mois au cours duquel commence la nouvelle période d'application de la formule. Les prix ainsi révisés sont invariables durant cette période.

La révision définitive des prix s'opère sur la base de la dernière valeur d'index publiée, même provisoire, au moment de l'application de la formule. Aucune variation provisoire ne sera effectuée. Les prix ainsi révisés sont invariables durant cette période. Il est précisé que lorsque la variation des prix est inférieure à 1 % en augmentation ou en diminution, les prix sont réputés inchangés.

Pour l'exécution, les prix appliqués sont ceux en vigueur à la date de la commande. En aucun cas, les nouveaux prix ne peuvent être appliqués pour une commande émise à une date antérieure à celle d'acceptation par le représentant habilité du Pouvoir Adjudicateur. Si le titulaire présente tardivement sa demande de révision des prix, celle-ci est instruite en appliquant les valeurs d'indices prévues au présent accord-cadre.

## 8 - Garanties Financières

Une retenue de garantie de 5,00 % du montant initial du marché (augmenté le cas échéant du montant des avenants) sera constituée. Cette retenue de garantie sera prélevée sur le montant de chaque acompte par le comptable assignataire des paiements.

Cette retenue de garantie peut être remplacée au gré du titulaire par une garantie à première demande ou, si les deux parties en sont d'accord, par une caution personnelle et solidaire.

Dans l'hypothèse où la garantie ou la caution ne serait pas constituée ou complétée au plus tard à la date à laquelle le titulaire remet la demande de paiement correspondant au premier acompte du marché, la

fraction de la retenue de garantie correspondant à l'acompte est prélevée. Le titulaire garde la possibilité, pendant toute la durée du marché, de substituer une garantie à première demande ou une caution personnelle et solidaire à la retenue de garantie.

## 9 - Avance

L'option retenue pour le calcul de l'avance est l'option B du CCAG - Fournitures Courantes et Services.

### 9.1 - Conditions de versement et de remboursement

Une avance est accordée pour chaque bon de commande d'un montant supérieur à 50.000 € HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois, sauf indication contraire dans l'acte d'engagement.

Le montant de l'avance est fixé à 5,00 % du montant du bon de commande si la durée de son exécution est inférieure ou égale à douze mois ; si cette durée est supérieure à douze mois, l'avance est égale à 5,00 % d'une somme égale à douze fois le montant du bon de commande divisé par cette durée exprimée en mois.

Ce taux est fixé à 10,00 % lorsque le titulaire du marché public est une petite et moyenne entreprise mentionnée à l'article R. 2151-13 du Code de la commande publique.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint ou dépasse 65,00 % du montant du bon de commande. Il doit être terminé lorsque ledit montant atteint 80,00 %.

Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde.

En cas de groupement d'opérateurs économiques, la part de l'avance est rapportée au montant des prestations individualisées par membre, et le taux de l'avance est déterminé au regard de la taille d'entreprise de chacun des membres. A défaut, l'avance est versée sur le compte du groupement ou du mandataire qui aura la charge de la répartir entre les membres du groupement.

Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct suivant les mêmes dispositions que celles applicables au titulaire de l'accord-cadre, avec les particularités détaillées aux articles R. 2191-6, R. 2193-10 et R. 2193-17 à R. 2193-21 du Code de la commande publique.

### 9.2 - Garanties financières de l'avance

Le titulaire, sauf s'il s'agit d'un organisme public, doit justifier de la constitution d'une caution personnelle et solidaire ou d'une garantie à première demande à concurrence de 100,00 % du montant de l'avance.

## 10 - Modalités de règlement des comptes

### 10.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs

Les modalités de règlement des comptes sont définies dans les conditions de l'article 11 du CCAG-FCS.

### 10.2 - Présentation des demandes de paiement

A compter du 1er janvier 2020, conformément au Décret n° 2016-1478 du 2 novembre 2016, le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro. Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.



La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé).

Pour toute interrogation, vous pouvez contacter le service facturier à l'adresse suivante : [service.facturier@universite-paris-saclay.fr](mailto:service.facturier@universite-paris-saclay.fr)

#### Informations à utiliser pour la facturation électronique

- Identifiant de la structure publique (SIRET) : 13002602400054

### **10.3 - Délai global de paiement**

Les sommes dues au(x) titulaire(s) seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

### **10.4 - Paiement des cotraitants**

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du CCAG-FCS.

### **10.5 - Paiement des sous-traitants**

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur, dans les conditions des articles L. 2193-10 à L. 2193-14 et R. 2193-10 à R. 2193-16 du Code de la commande publique. Conformément à la réglementation, sans validation du titulaire sous un délai de 15 jours, la demande de paiement est considérée comme validée.

## **11 - Conditions d'exécution des prestations**

Les prestations devront être conformes aux stipulations du contrat (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date du contrat). L'accord-cadre s'exécute au moyen de bons de commande dont le délai d'exécution commence à courir à compter de la date de notification du bon.

#### Notification par le biais du profil d'acheteur

La notification par le biais du profil d'acheteur d'une décision, observation ou information faisant courir un délai n'est pas prévue.

#### Processus de remplacement d'une personne nommément désignée

Lorsque le titulaire s'engage sur l'intervention d'une personne physique, nommément désignée, et que cette personne n'est plus en mesure d'intervenir, son remplacement est effectué dans les conditions de l'article 3.4.3 du CCAG-FCS.

L'acheteur est informé sans délai de cet empêchement, et le titulaire propose un remplaçant dans un délai de 30 jours à compter de la date d'envoi de cette information.

### Matériels, objets et approvisionnements confiés au titulaire :

En vue de l'exécution du contrat, des matériels, objets et approvisionnements sont remis par le pouvoir adjudicateur au titulaire sans transfert de propriété à son profit. Les conditions de remise puis de restitution sont prévues à l'article 18 du CCAG-FCS.

### Formation du personnel :

Le titulaire assurera la formation du personnel chargé d'utiliser les prestations.

## **12 - Développement durable**

Les conditions d'exécution des prestations comportent des éléments à caractère environnemental et social qui prennent en compte les objectifs de développement durable comme suit :

Les prestataires s'engagent à mettre en œuvre les moyens nécessaires pour réduire l'impact environnemental lié à l'exécution de l'accord cadre.

Concernant le tri des déchets le prestataire devra évacuer les déchets organiques et minéraux vers un centre de compostage ou un centre de traitement dûment agréé. Les frais liés à l'élimination des déchets sont intégrés dans le marché.

Dans son offre, le prestataire indiquera les filières d'élimination retenues ainsi que la destination prévue pour chaque catégorie de déchet. Il veillera à assurer la meilleure valorisation possible des déchets générés.

Aucune plus-value ne pourra être réclamée par le prestataire en cas de changement de filière d'élimination en cours d'exécution du marché.

La désinfection de l'ensemble des outils et machines avant l'arrivée sur le site universitaire et également entre chantiers se succédant sur le site est requise. Le Prestataire est réputé avoir pris connaissance des nouvelles données techniques et réglementaires applicables dans ce cadre et plus particulièrement la directive Européenne 2000 /14/CE entrée en application depuis le 3 janvier 2002 et qui réduit les limites d'émissions sonores applicables à de nombreux matériels, dont le matériel horticole.

Il est formellement interdit de procéder à l'incinération de déchets sur le site.

Concernant la lutte contre les nuisibles sur le patrimoine arboré, la destruction par voie chimique est aujourd'hui la technique la plus répandue. Dans ce cas, le biocide appliqué doit répondre à un usage insecticide dans le cadre de la réglementation biocide (biocides du groupe 3 : Produits antiparasitaires ; Type de Produit 18 : insecticides, produits tuant les guêpes et frelons). L'Université a décidé de restreindre l'utilisation de biocides à un produit à base de pyrèthre d'origine naturelle (notamment extrait de chrysanthèmes), aux propriétés insecticides et à faible rémanence (durée de vie limitée), limitant les incidences pour l'environnement et évitant une seconde intervention de décrochage des nids traités en vue de leur retraitement par une filière spécialisée. Le prestataire devra justifier de l'utilisation d'un produit à base de pyrèthre d'origine naturelle : - Par la fourniture de toutes les factures d'achat de ce produit, et de ses fiches techniques et de données de sécurité. - Par les constats lors des audits de terrain réalisés par le représentant de l'Université.

L'optimisation des trajets, l'utilisation de véhicules Crit'Air est fortement recommandée.

Par ailleurs, l'accord cadre intègre des considérations sociales permettant l'accès et/ou le retour à l'emploi des personnes issues des publics prioritaires.

Le titulaire de l'accord cadre doit effectuer 200 heures d'insertion professionnelle en employant des personnes éloignées de l'emploi (bénéficiaires des structures d'insertion, personnes en parcours d'insertion, travailleurs handicapés, etc.). Il s'engage à prévoir un dispositif d'accompagnement, de tutorat et de formation adapté aux spécificités des activités d'entretien arboré et de lutte contre les nuisibles.

Dans ce cadre, le titulaire s'engage à désigner un tuteur ou un encadrant technique chargé d'accompagner les personnes en insertion, avec des modalités précises de formation interne ou externe, adaptées aux risques et techniques spécifiques du secteur (utilisation de produits phytosanitaires, sécurité, gestes professionnels).

Dans ce cadre, le titulaire s'engage à communiquer aux pouvoir adjudicateur régulièrement des rapports nominaux sur les heures d'insertion réalisées, les formations dispensées, ainsi que les qualifications obtenues.

### 13.1 - Vérifications

Les vérifications quantitatives et qualitatives approfondies seront effectuées dans un délai de 30 jours à compter de la date des fins de prestations effectives conformément aux articles 27 et 28.2 du CCAG-FCS.

Les vérifications seront effectuées par Représentant du pouvoir adjudicateur.

### 13.2 - Décision après vérification

A l'issue des opérations de vérification, le pouvoir adjudicateur prendra sa décision dans les conditions prévues aux articles 29 et 30 du CCAG-FCS.

## 14 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle

Aucun droit de propriété intellectuelle n'est applicable à ce contrat.

## 15 - Pénalités

### 15.1 - Pénalités de retard

Lorsque le délai contractuel d'exécution ou de livraison est dépassé, par le fait du titulaire, celui-ci encourt, par jour de retard, une pénalité fixée à 1,00/1000, conformément aux stipulations de l'article 14.1.1 du CCAG-FCS.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, il n'est prévu aucune exonération à l'application des pénalités de retard.

Le montant total des pénalités de retard n'est pas plafonné.

Les pénalités de retard sont appliquées sans mise en demeure préalable du titulaire.

### 15.2 - Autres pénalités spécifiques

Pénalités	Occurrence	Valeurs	Précisions
Devis erroné	Journalière	150,00 €	Après réception d'un 2eme devis erroné, une application forfaitaire de 150 € sera appliquée
Absence de remise des documents demandés au CCTP (PV de prise du terrain, plan de prévention, note sur mouvements d'engins).	Journalière	100,00 €	A compter du 1er jour ouvré de dépassement du délai indiqué dans le marché ;
Absence de port des EPI	Forfaitaire	200,00 €	A compter du manquement constaté notifié par le titulaire sans mise en demeure préalable

Pénalités	Occurrence	Valeurs	Précisions
Non enlèvement des rémanents et déchets après chaque intervention	Journalière	200,00 €	à compter du manquement constaté et notifié au titulaire sans mise en demeure
Retard sur les prestations urgentes	Forfaitaire	1500 €	A compter de la constatation sous 48 heures du manquement suite à 2 relances.
Non-respect des mesures acoustiques incluses dans le CCAP et/ou utilisation de d'équipements non conforme	Forfaitaire	300,00 €	300 € par jour calendaire de non-conformité et par équipement concerné, à compter du lendemain de la mise en demeure et jusqu'à la mise en conformité effective ou au retrait de l'équipement du site. Ces pénalités sont cumulables avec celles prévues pour d'éventuels retards d'exécution.

## 16- Assurances

Conformément aux dispositions de l'article 9 du CCAG-FCS, tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du contrat et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

## 17 - Résiliation du contrat

### 17.1 - Conditions de résiliation de l'accord-cadre

Les conditions de résiliation de l'accord-cadre sont définies aux articles 38 à 45 du CCAG-FCS.

En cas de résiliation de l'accord-cadre pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire ne percevra aucune indemnisation.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 et R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de faire exécuter par un tiers les prestations aux frais et risques du titulaire.

### 17.2 - Redressement ou liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire de l'accord-cadre. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution de l'accord-cadre.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution de l'accord-cadre. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation de l'accord-cadre est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution de l'accord-cadre, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

## 18 - Règlement des litiges et langues

En cas de litige, seul le Tribunal Administratif de Versailles est compétent en la matière.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

## 19 - Clauses complémentaires

Le titulaire doit utiliser, pour l'exécution des prestations, uniquement des équipements conformes à la Directive 2000/14/CE relative aux émissions sonores des matériels utilisés à l'extérieur ainsi qu'à ses textes de transposition en droit français.

Les équipements concernés doivent notamment comporter : un marquage CE, l'indication du niveau de puissance acoustique, et une déclaration CE de conformité.

Le titulaire s'engage à mettre en place des techniques respectueuses de l'environnement, en privilégiant les méthodes biologiques, biotechniques et les alternatives, et en limitant l'usage de produits phytopharmaceutiques conformément à la réglementation en vigueur (Code rural et de la pêche maritime, arrêté du 4 avril 2022 relatif à la lutte contre les organismes nuisibles, etc.).

Les interventions doivent viser notamment : la réduction de la pression des ravageurs ; la préservation de la faune auxiliaire ; la diminution de l'impact environnemental.

### 21.1 - Dispositif de vigilance (Article D 8222-5 du code du travail)

Le titulaire s'engage à fournir tous les 6 mois à compter de la notification du marché et jusqu'à la fin de l'exécution de celui-ci, les pièces et attestations sur l'honneur prévues à l'article D 8222-5 ou D 8222-7 du code du travail.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont déposées par le titulaire sur la plateforme en ligne mise à disposition, gratuitement, par l'Université Paris-Saclay, à l'adresse suivante : <https://declarants.e-attestations.com>

A défaut, le marché pourra être résilié aux torts du titulaire. Ainsi le Pouvoir adjudicateur pourra faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le marché, aux frais et risques du titulaire.

## 20 - Dérogations

- L'article 5 du CCAP déroge à l'article 5.2 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 11 du CCAP déroge à l'article 3.1 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 17.1 du CCAP déroge à l'article 14.1.3 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 17.1 du CCAP déroge à l'article 14.1.2 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 17.1 du CCAP déroge à l'article 14.1.1 alinéa 2 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 19.1 du CCAP déroge à l'article 42 du CCAG - Fournitures Courantes et Services